

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 02 MAI 2005

N° 317 PRIX 0,60 Euros



DICTATURE MILITAIRE

ET MASCARADE ELECTORALE

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 3
Côte d'Ivoire :
- Aucune illusion à se faire sur les accords de Prétoria.
- Insécurité à Abidjan (p. 4)
- Conflits ethniques graves dans l'Ouest Wé (p. 6)

Page 8
Sénégal : Ne faire confiance ni en Wade ni en son opposition

Page 9
Tchad : Les conditions de vie des pauvres continuent de se dégrader

Page 10
Esclavage : A propos de la reconnaissance de la traite des Noirs ...

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

T O G O**DICTATURE MILITAIRE
ET MASCARADE ELECTORALE**

Depuis la mort de Eyadéma au mois de février dernier, des manifestations importantes ont lieu dans les quartiers populaires de Lomé ainsi que dans les principales villes du pays. Malgré la férocité des militaires qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles, le courage des jeunes dans la rue n'a pas faibli. Dans un premier temps ils protestaient contre la confiscation du pouvoir par les militaires et l'installation par eux de Faure Gnassingbé, le fils de son papa aux commandes de l'Etat. Le scandale provoqué par l'usurpation et l'ampleur de la vague de protestation populaire n'ont pas vraiment réussi à déboulonner le prétendant. Il s'est contenté de laisser symboliquement vacant le fauteuil présidentiel tout en maintenant l'essentiel des prérogatives suprêmes jusqu'à sa proclamation comme vainqueur officiel de l'élection présidentielle du 24 Avril. Cette procédure n'était qu'une simple formalité à accomplir. Il faut dire que son père avait acquis et transmis une longue expérience et un savoir faire bien rodés dans l'organisation de scrutins truqués. Pour détenir tous les atouts en mains, il avait fait adopter une constitution et des lois électorales taillées sur mesure qui éliminent à l'avance le ou les principaux opposants. Le scrutin du 24 Avril n'a pas dérogé à la tradition. Chacun a pu voir à la télé les militaires faire brutalement irruption dans les bureaux de vote situés dans les quartiers favorables à l'opposition. Ils confisquaient les urnes avant de jeter leur contenu au feu. Dans certaines circonscriptions favorables à Gnassingbé, il y a même eu plus de voix pour lui que d'inscrits. C'est dire... Tout cela a permis à Faure Gnassingbé de se proclamer président avec plus de 60% des voix.

Le ministre français de Affaires Etrangères, Michel Barnier a même cru bon d'en rajouter en affirmant contre toute évidence que les conditions du scrutin présidentiel étaient "satisfaisantes même si on a dû constater des incidents isolés". Le gouvernement français, par l'intermédiaire du président de l'Union Africaine Obasandjo, voudrait

que la page soit tournée et faire en sorte que Faure mette en place un gouvernement dit de réconciliation nationale. Celui-ci lâcherait quelques miettes à tous les opposants qui ont faim, tout en conservant la réalité du pouvoir entre les mains du clan en place depuis 38 ans. Certains dirigeants d'opposition peuvent être séduits par une telle perspective qui leur procurerait un petit strapontin dans la sphère de la mangeoire. Par contre dans les quartiers pauvres de Lomé, chez les partisans de base du parti d'opposition, la rencontre à huis-clos entre les tenants du pouvoir et Gilchrist Olympio, dirigeant en exil du parti, à Abuja sous l'égide du dirigeant nigérian, a provoqué un tollé de protestations tant le régime est honni et tant les leaders de l'opposition ne bénéficient pas de toute la confiance. Le nombre de morts depuis le début de la crise est difficile à évaluer à cause du contexte de dictature. Cela se chiffrerait à des

centaines selon des estimations faites par des ONG de médecins en rapport avec les hôpitaux. A ce nombre il faut ajouter des centaines de blessés graves dont certains ne sont pas déclarés par les familles par crainte de représailles.

La population des quartiers défavorisés continue d'exprimer son raz-le-bol de la misère dans laquelle elle est réduite sous la poigne de fer de la dictature. Celle-ci est équipée d'armes françaises et conseillée par des spécialistes en liaison directe avec l'Elysée. Pour le moment cela n'a pas suffi à faiblir la détermination des manifestants qui continuent à ériger des barricades et à se battre courageusement avec des cailloux et des bâtons malgré l'usage de fusils à balles réelles par les forces de l'ordre. Celles-ci ont carte blanche de la part du président par intérim pour mâter "toute personne qui se mettra en travers de la loi républicaine".

COTE D'IVOIRE

AUCUNE ILLUSION A SE FAIRE SUR LES ACCORDS DE PRÉTORIA

Quelques jours après son retour de Prétoria où il avait rencontré autour de Thabo Mbéki ses principaux protagonistes de la crise ivoirienne, Laurent Gbagbo, a fini par admettre publiquement dans un discours télévisé qu'il acceptait la candidature d'Alassane Ouattara pour la future élection présidentielle prévue pour Octobre 2005. Ce qu'il refusait jusque-là sous prétexte que c'était anticonstitutionnel et qu'il ne toucherait pas à cette clause sans un référendum. Avant de faire cette petite marche arrière il a fait semblant de "consulter" la population en invitant quelques notables, quelques associations. Histoire de dire qu'en prenant cette décision il tient quand même compte de l'avis du peuple. Mais cette autorisation donnée à Ouattara de

présenter sa candidature ne constitue cependant qu'un demi-recul. Qui va avoir droit au vote? Comment vont être délivrées les cartes électorales? Ces questions sont laissées à la discrétion de l'Institut National des Statistiques, un organisme dirigé par un proche de Gbagbo. Autant dire qu'une partie des ressortissants du Nord, ceux qui portent un nom à consonance burkinabé, par exemple, auront du mal à se faire inscrire dans la liste électorale comme lors des précédentes élections.

Cette rencontre de Prétoria n'a en fait rien réglé, pas plus que les quatre précédentes. La première avait eu lieu à Linas Marcoussis, les autres à Accra. Cette fois-ci comme précédemment il s'agissait de

tenter de trouver une solution à cette crise qui conduit le pays vers le chaos.

Gbagbo comme ceux qui voudraient prendre sa place, même s'ils n'ont que le mot "peuple" dans leur bouche, se moquent éperdument de la souffrance de celui-ci. Dans la zone sous contrôle gouvernemental, où pourtant les choses sont un peu moins graves par rapport aux zones sous autorité des Forces Nouvelles, la dégradation des conditions de vie des pauvres ne cesse d'empirer. Les usines ferment les portes les unes après les autres. Celles qui se maintiennent tant bien que mal licencient ou mettent les travailleurs en congé technique forcé ou à la retraite anticipée avec presque rien comme solde. Même le petit commerce où les femmes des travailleurs se débrouillent en vendant de petites choses, connaît aussi des difficultés. Pendant ce temps les prix ne cessent d'augmenter avec les conséquences que l'on sait sur la vie des petites gens.

Oui, au moment où les politiciens détournent l'attention

des travailleurs de l'essentiel, c'est-à-dire de leurs conditions d'existence, en les entraînant dans les méandres de leurs préoccupations politiciennes, la classe exploiteuse elle, en profite pour donner des coups au monde du travail.

Pendant aussi que Gbagbo continue sa politique criminelle, pendant que les ministres issus de la rébellion font leur retour en fanfare en déclarant leur grande satisfaction, pendant que les maires et le gouverneur du district, en toute irresponsabilité, se rejettent la responsabilité, la capitale croule sous le poids des ordures ménagères et se trouve sous la menace d'une grave épidémie.

Mais tous ces problèmes cruciaux pour la population, ne sont aucunement la préoccupation de ces hommes politiques qui se pavanent de capitale en capitale à la recherche, disent-ils, d'une solution à la crise qu'ils ont créée de toute pièce. Les travailleurs et l'ensemble de la population laborieuse de ce pays ne doivent rien attendre d'eux.

INSÉCURITÉ À ABIDJAN

UNE SITUATION PLUS QUE PRÉOCCUPANTE

L'insécurité à Abidjan devient de jour en jour un problème insurmontable. Les agressions, les braquages et autres vols sont monnaie courante. À Abobo Habitat, dans le début de ce mois d'avril 6 individus armés de fusils à canons sciés ont attaqué un "maquis" (buvette) dans les environs de minuit. Ce n'était pas le premier maquis à avoir reçu ce genre de visite dans le quartier.

Dans le quartier d'Abobo qui environne la station "Mobil" à l'entrée de la commune, c'est un jeune homme qui a reçu en pleine gorge une balle provenant d'un

échange de tirs entre policiers et braqueurs. Il a eu la langue tranchée. Il a reçu des soins qui le mettent hors de danger, mais il ne retrouvera peut-être plus l'usage de la langue. À derrière rails, des hommes armés ont fait irruption dans les cours communes puis dépouillé leurs habitants. Ces quelques cas ont eu lieu ce mois d'avril. On pourrait en citer encore bien d'autres. Et cela s'étend à Abidjan et à tout le pays.

Le noeud du problème de l'insécurité reste le chômage, la pauvreté et la misère. Cette situation est encore aggravée par

les conflits dans le pays et la sous-région; ce qui favorise la circulation des armes à feu en grande quantité et aussi la familiarisation des individus avec ces armes.

Pour faire face à la situation, tout ce que les autorités trouvent de mieux à faire c'est de temps en temps organiser des séminaires ou conférences. Après cela, on dresse des barrages à tous les points de la ville pour soi disant contrer les bandits. Mais très vite ces barrages deviennent plutôt des points pour

rançonner les automobilistes. On publie aussi souvent dans les journaux quelques photos de bandits abattus par la police. Cette répression, même si elle s'amplifiait, ne pourrait jamais juguler le flot du banditisme. Au contraire, elle multiplierait le nombre de bavures et rendrait les agressions plus violentes. Pour combattre le banditisme et faire face à la criminalité, il faut obliger les patrons et l'Etat à résorber le chômage en répartissant le travail entre tous.

ABIDJAN SOUS LES ORDURES

C'EST LA FAUTE AUX AUTORITÉS

Depuis le 22 avril, l'enlèvement des ordures par les camions de ramassage a recommencé. Ceci après une interruption de près de trois semaines. Partout à Abidjan, c'était d'énormes tas d'ordures qui parfois envahissaient les routes. On mettait les déchets partout où on le pouvait. Cela avait fait craindre des épidémies de choléra, de typhoïde, surtout avec la saison pluvieuse qui s'annonce. Cette situation prévalait parce que les habitants du village d'Akouédo refusaient tout accès à la décharge voisine du village. Et pour cause ! Après avoir respiré ces odeurs seulement pendant quelques semaines, on imagine aisément ce que doit être leur calvaire, eux qui les respirent, depuis des années.

Il y a non seulement les odeurs mais toutes les maladies tels le choléra, la dysenterie, la typhoïde que les insectes et les rats peuvent véhiculer. Et à plus long terme, il y a les effets néfastes de la contamination de l'eau.

La réouverture de la décharge a été possible grâce à la promesse des autorités de construire un hôpital, de donner un terrain à la population et de faire des vaccinations. C'est la moindre des choses que ces

besoins soient satisfaits. Ce n'est pas cher payé pour des autorités qui depuis des années se sucent sous forme de millions que la population paye en taxes pour l'enlèvement des ordures. Alors s'il ne sert pas à faire correctement le boulot, cet argent va bien quelque part.

Sûrement pas dans les poches des travailleurs des sociétés de ramassage dont les salaires sont insuffisants. On a même découvert lors de leur récente grève qu'ils peuvent ne pas être payés pendant plusieurs mois

Même le président n'a pas manqué cette occasion pour se faire un peu de pub, en allant à Akouédo. Election oblige. L'hypocrisie de ces gens est sans limite. Ce n'est pourtant pas les signes qui ont manqué. A plusieurs reprises déjà, les habitants de ce village s'étaient opposés à la venue des camions et plusieurs fois déjà, ils avaient attiré l'attention des autorités sur leurs manques d'infrastructures sanitaires. Mais rien n'a été fait jusqu'à aujourd'hui.

Pour régler définitivement le problème des ordures, les autorités promettent un centre d'enfouissement

d'ici 3 mois. Espérons que ce projet voie le jour. Mais ce n'est pas seulement d'un centre dont la population a besoin mais aussi que le ramassage des ordures soit bien fait. Il y a des quartiers à

Abidjan. où le passage des camions poubelles se fait rare. Ensuite, il faut des poubelles et des caniveaux pour empêcher des stagnations d'eaux sales qui sont sources de maladies.

CÔTE D'IVOIRE

PAROLE DE POLITICIEN AUX DENTS LONGUES

"Je ne suis pas venu au nom d'un parti politique...". C'est Blé Goudé qui parlait ainsi lors de sa "tourné" dans le Guébié. Ce qui ne l'a évidemment pas empêché de demander aux populations de soutenir son mentor Laurent Gbagbo aux prochaines élections présidentielles. Il a même exhorté "les cadres du Guébié" à aider "les parents qui n'ont pas les moyens de supporter les frais d'établissement de pièces d'identité", pour qu'ils puissent voter pour l'actuel président.

Eh oui, la misère dans les campagnes est telle que c'est un vrai casse-tête même pour se faire établir des pièces d'identité. Et si des politiciens sont intéressés à aider des gens pour qu'ils puissent

voter, leurs promesses resteront lettre morte aussitôt les élections terminées. Les paysans pourront continuer à vivre dans leur misère, doublée quelque fois de la haine tribale ou ethnique que ces politiciens auront semé.

Ainsi, en se rendant dans cette région, Blé Goudé ne pouvait pas faire semblant de ne pas voir que même la sous-préfecture de cette région n'a même pas un "château d'eau" et encore moins une "route bitumée". Que cela ne tienne: il a promis de "parler personnellement au chef de l'état qui donnera une suite favorable afin que Gnagbodougoua ne soit pas éternellement oublié". Il a quitté le village après son couplet anti-Ouattara et les villageois attendent... le suivant.

DES CONFLITS ETHNIQUES GRAVES DANS L'OUEST WÉ

Avec la guerre, cette région a été tour à tour entre les mains des rebelles, puis reprise par les forces favorables à Gbagbo. Entre deux, il y a eu pillages, massacres, et déplacements des populations dans un sens, puis dans l'autre. Cette région est aujourd'hui marquée par des problèmes graves qui peuvent déboucher sur un conflit inter-ethnique majeur. D'autant plus qu'elle est alimentée par des propos haineux des "cadres" de la région qui en font à nouveau leur fonds de commerce électoral.

On peut citer l'exemple des propos de cet ancien diplomate et président des arts et cultures Wé

dans le Moyen Cavally. Il s'agit d'un ancien cadre du PDCI qui a viré au FPI, après avoir cligné des yeux vers le RDR. Ses propos ont été rapportés par la presse favorable à Gbagbo. Il parle de "Baoulétisation de l'Ouest Wé"; de "convoyages de Mossis transformés en bétail électoral". Il accuse les uns et les autres d'avoir aidé les rebelles à massacrer les "autochtones", à "piller leurs richesses", à "voler leur terre" et dénonce leur "ingratitude". Ce monsieur ne voit évidemment pas d'autre alternative que le départ définitif de ceux qu'il qualifie d'"allogènes" de cette région. Il est fort à parier que ce genre d'individu n'habite pas

tout le temps dans cette région et doit plus probablement se cacher quelque part à Abidjan du côté de Cocody ou de Riviéra Golf. Autrement, il oserait difficilement tenir de tels propos haineux.

La situation actuelle est telle que les agriculteurs Baoulé, Dioula et Burkinabé ont fuit leurs campements avec la reprise en main de ces régions par les forces armées gouvernementales et la prolifération des "milices". De nombreux campements ont été pillés et brûlés, en représaille à leur supposé soutien aux forces rebelles. Une grande partie des maisons et des plantations de ces agriculteurs, principalement de Cacao, ont été détruites par des "autochtones", notamment par des "déplacés de guerre" venant du haut Cavally, encore entre les mains des forces rebelles. Aujourd'hui, ces agriculteurs Baoulé et Burkinabé veulent reprendre possession de ce qui reste, mais ils n'y arrivent pas et craignent même pour leur vie.

La situation semble assez grave pour que le "ministre de la réconciliation nationale", Dano Djéjé, un proche de Gbagbo, s'est rendu dans la région et constate que "les haines et les rancoeurs accumulées au cours de ces dernières années peuvent déboucher en conflit ethnique très grave".

Ce qu'il oublie de dire c'est que ce sont, justement, les gens comme Gbagbo, qui, lors de leur campagne électorale passée, avaient annoncé que si le FPI arrivait au pouvoir, tous ces agriculteurs

Baoulé et autres Dioulà qu'ils qualifiaient alors d'"allogènes" devraient, selon eux, regagner leur "région d'origine, parce que, expliquaient-ils, la terre est quelque chose de "sacré" et appartient aux "autochtones". Ce sont ce genre de propos qui ont conduit vers le conflit qu'on connaît aujourd'hui.

Le FPI est incapable de résoudre un problème qu'il a lui-même alimenté. Il suffit, encore aujourd'hui, d'écouter les propos de ce Dano Djéjé pour le comprendre, alors qu'il a été spécialement dépêché pour "régler" ce problème: "ne nous trompons pas d'adversaire, a-t-il dit. Il y a dans ce pays des personnes qui s'enrichissent grâce à la guerre et qui n'ont pas intérêt à ce qu'elle prenne fin". En quoi cela est donc en rapport avec ce conflit de terre? De plus, à propos d'"enrichissement", est-il vraiment bien placé pour le dénoncer?

Les massacres, les pillages, et autres blessures encore ouvertes ne se régleront que par des gens de bonne volonté qui ont réciproquement intérêt à vivre dans la cohésion et l'entente. Quant à la cicatrisation, il faudra des années, peut-être des générations. S'il est bien facile de d'allumer ce genre d'incendie, il est bien plus difficile de l'éteindre. Et tous ceux qui ont allumé le feu, par leur plume, par leur parole, portent de lourdes responsabilités face à cette barbarie et il ne faudra pas compter sur eux pour l'éteindre, surtout à l'approche des futures élections.

SÉNÉGAL**NE FAIRE CONFIANCE NI EN WADE
NI EN SON OPPOSITION ACTUELLE**

Les élections législatives prévues pour l'année prochaine et la présidentielle pour 2007 provoquent une frénésie dans le milieu des politiciens. Du côté du pouvoir c'est l'auto-satisfaction. Le gouvernement a même publié la liste de ses "réalisations", vantant les 12 408 emplois qu'il aurait créés ou les 10 000 salles de classes supplémentaires depuis l'arrivée au pouvoir de Wade, le 19 septembre 2000. Il se vante même de ce qu'il n'a pas réalisé mais qui reste sous forme de projets comme le nouvel aéroport, l'amélioration du transport public à Dakar, la construction d'échangeurs d'autoroutes pour désengorger la capitale, une université nouvelle ou des logements sociaux.

Ce qui est sûr, c'est qu'en presque cinq années de pouvoir les travailleurs n'ont rien vu du "sopi" (changement) qui était le maître mot de la campagne électorale de Wade. Les conditions de vie des classes laborieuses n'ont fait que se dégrader. Tandis que les salaires sont bloqués, les prix des denrées ont augmenté. De même que le coût des loyers, de l'eau, de l'électricité et du transport. Les familles des travailleurs sont obligées de chercher un logement de plus en plus loin de la capitale pour pouvoir trouver des loyers un peu abordables. Ce qui les oblige à faire des trajets de plus en plus longs pour aller au travail.

Wade avait également promis de mettre fin à la corruption qui gangrenait le régime pourri d'Abdou Diouf. Mais la corruption et le clientélisme loin de disparaître, se sont poursuivis jusqu'au sommet de l'Etat. Il est de notoriété publique que Wade a "casé" presque toute sa famille à la présidence, comme "conseiller", "consultant" ou

"expert". Et pour couronner le tout il a fait adopter par le parlement, le 7 janvier dernier, une loi amnistiant toutes les infractions criminelles commises entre 1983 et 2004. Il n'hésite pas de poursuivre tout journaliste mettant en cause sa probité. Et plus les élections s'approchent, plus son gouvernement utilise la démagogie, les mensonges, les fausses promesses et les intimidations, voire la violence, pour s'accrocher au pouvoir.

Mais les mensonges et la démagogie ne sont pas le monopole du camp de Wade. Les dirigeants de l'opposition, à commencer par ceux du Parti Socialiste, font actuellement feu de tout bois pour fustiger l'"incompétence" du parti au pouvoir. Ils savent qu'il existe au sein de la population sénégalaise, notamment dans les couches populaires, une déception par rapport à leurs attentes de l'arrivée de Wade au pouvoir. Les travailleurs avaient souffert du règne sans fin du PS depuis l'indépendance. Celui-ci n'avait que du mépris pour eux. Ils ont été sensibles aux promesses du "sopi" de Wade lorsque celui-ci était alors dans l'opposition. Ils ont constaté ensuite qu'avec Wade leur sort ne s'est pas du tout amélioré. Et les dirigeants du PS devenus depuis parti d'opposition à leur tour veulent exploiter cette déception pour revenir au pouvoir. Mais ils ne sont pas les seuls. Même une partie des anciens "wadistes", comme les partisans d'Idrissa Seck (ex-Premier ministre de Wade) écartés de la mangeoire, sont à la recherche de nouvelles combinaisons politiques et regardent vers le PS en vue d'une alliance contre Wade. Il en est de même d'anciens ministres de Wade comme Abdoulaye Bathily ou Amath Dansokho ou Moustapha Niassé (ex-Premier ministre).

Les travailleurs qui sont déçus du gouvernement de Wade auraient tort de regarder vers ceux qui sont dans l'opposition aujourd'hui et qui voudraient revenir au pouvoir. Ils ne peuvent pas compter sur ces gens-

là pour améliorer un tant soit peu leur quotidien. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur mobilisation et leur lutte pour arracher des revendications. Autrement ils n'iront que de déception en déception.

T C H A D

LES CONDITIONS DE VIE DES PAUVRES CONTINUENT DE SE DÉGRADER

Depuis deux ans le Tchad est devenu exportateur de pétrole. Il y a donc de l'argent qui entre en principe dans les caisses de l'Etat. Mais la vie quotidienne des petites gens est toujours la même. Les infrastructures de la capitale sont également restées dans un piteux état.

D'abord les rues : à part l'axe qui contourne la ville, long de plusieurs kilomètres, qui a été nouvellement goudronné, le reste est laissé presque à l'abandon, surtout les rues des quartiers populaires comme Kélep-mat, Ridina, Abdeldjournal, Dembé, etc. Les ordures que les habitants déchargent au milieu des croisements ou les déposent au bord des rues attendent longtemps avant d'être enlevées. Aussi elles s'entassent, pourrissent et dégagent de mauvaises odeurs. Le service de la voirie existe mais passe très rarement dans ces quartiers pauvres. A tel point que des jeunes, excédés, tous volontaires, s'organisent pour les ramasser au grand soulagement des habitants; certains n'hésitent pas à leur glisser dans la main des petites pièces de monnaie pour les encourager. Même l'axe principal, l'avenue Charles De Gaulle qui relie Abdeldjournal à Dembé est très délabré: le goudron est usé, et des trous apparaissent çà et là au milieu de la route. De temps à autre, on les colmate avec de la terre mais après deux ou trois passages de camion, ils

réapparaissent. Il a fallu attendre 10 ans pour que les travaux commencent enfin sur cette avenue.

En ce qui concerne le transport urbain, la situation s'est également dégradée. Les vieux cars d'il y a dix ans circulent encore. Ils continuent de faire la navette entre les quartiers mais dans quelles conditions ! Malgré leur vétusté, on paye encore plus cher pour les mêmes trajets. Le trajet entre le quartier Moursal et le marché central par exemple, qui coûtait 50 F Cfa est fixé maintenant à 150 F CFA. En taxi (des voitures qui transportent de 5 à 7 personnes), ça coûte encore plus cher : 200 F personne pour le même trajet.

Quant aux conditions de vie des petites gens, elle a empiré. Les prix des petits tas de viande de 250 grammes ont quadruplé en 10 ans. Ce qui coûtait 25 à 50 F est passé de 100 à 200 F. Le sac de mil vendu auparavant à 10 000 F CFA coûte maintenant 30 000 F CFA. Ce prix risque de grimper encore à l'approche de la période de soudure. A cause de cette cherté de la vie, les familles modestes ne font généralement qu'un seul repas par jour. Il coûte à peu près 1 500 F CFA pour une famille de 3 à 4 personnes. Imaginez la vie des familles nombreuses !

Le mécontentement gronde à Ndjaména. Ainsi depuis plusieurs

semaines, des enseignants sont en grève pour le paiement des arriérés de salaire; les employés d'un grand hôtel observent eux aussi un mouvement de grève pour des augmentations de salaires; la petite bourgeoisie, surtout les dirigeants des partis d'opposition râlent contre l'augmentation des frais d'établissement du passeport qui passe de 8 500 à 85 000 F (10 fois plus cher).

Or, avec l'exploitation du pétrole, les populations tchadiennes pensaient que leurs conditions de

vie allaient s'améliorer. A part quelles rues goudronnées ça et là, dans le pays, rien n'a changé. C'est plutôt la déception. On sait, en effet, que les mannes pétrolières servent à l'achat d'armes pour combattre la rébellion dans le Nord et l'Est; qu'une autre partie sert à remplir les poches de nos dirigeants. Alors le changement ? Tant que les travailleurs, aussi bien ceux du public que ceux du privé ne se mettent pas tous ensemble pour lutter afin d'améliorer leur sort, ce changement ne tomberait pas du ciel.

ESCLAVAGE

A PROPOS DE LA RECONNAISSANCE DE LA TRAITE DES NOIRS COMME CRIME CONTRE L'HUMANITÉ

Le gouvernement français après avoir reconnu l'esclavage et la traite négrière comme crimes contre l'humanité vient de prendre un certain nombre de dispositions.



Saint-Domingue (1802-1804)
Gravure illustrant les combats
entre insurgés et troupes coloniales

C'est ainsi que dorénavant les manuels scolaires sont tenus de consacrer une place à ce passé dans l'enseignement que l'histoire officielle avait ignoré jusqu'à présent.

Pour en arriver là il a fallu qu'un certain nombre d'intellectuels antillais et africains fassent entendre leurs voix avec insistance pour réclamer cette reconnaissance. Ce sont des personnes comme les romancières Maryse Condé et Calixthe Beyala, la députée Christiane Taubira qui ont mené campagne depuis 1998, à l'occasion du 150^{ème} anniversaire de l'abolition de l'esclavage. Bien entendu il y a eu bien des tergiversations pour qu'enfin la loi de la reconnaissance soit votée en mai 2001.

De toute façon cela ne coûte pas grand chose aux classes possédantes de faire cette reconnaissance, concéder quelques quelques textes de loi du moment qu'elles continuent l'exploitation des peuples d'Afrique et d'ailleurs et surtout d'ici.

Oui, l'esclavage et la traite négrière ont été quelque chose d'horrible pour la population africaine. Des millions d'hommes et de femmes ont été arrachés de force du sol africain pour être exploités dans les Caraïbes ou sur le continent américain. Le "commerce triangulaire" a vidé l'Afrique de ses bras et de sa force vive et a

fait la fortune de la bourgeoisie européenne. Mais les esclaves n'ont pas attendu que des lois soient votées dans les métropoles pour obtenir leur émancipation. Rappelons tout de même que si en France il a fallu attendre 1848 pour que l'esclavage soit aboli par une loi, plus d'un demi-siècle avant les esclaves s'insurgèrent à Saint Domingue (aujourd'hui Haïti) et mirent en déroute une des armées les plus puissantes d'Europe, celle de Napoléon. D'autres révoltes avaient aussi éclaté ailleurs.

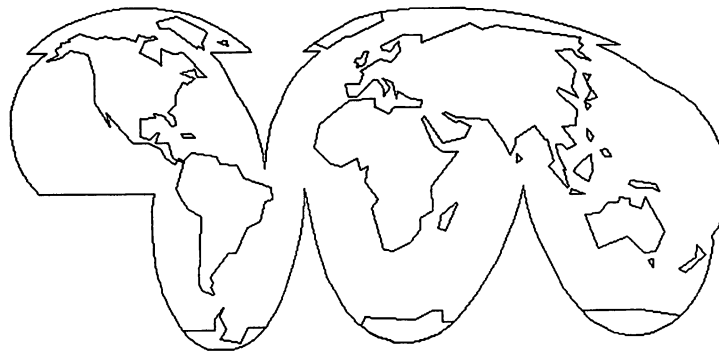
Ce qui est particulier ces derniers temps c'est qu'un certain nombre d'intellectuels afro-antillais font de la surenchère entre l'extermination des juifs au cours de la 2^{ème} guerre mondiale et l'exploitation et la déportation des noirs, voire leur extermination lors de la traite négrière. Que l'on réclame la reconnaissance de l'esclavage comme un crime contre l'humanité, bien entendu c'est la moindre des choses. Que l'on ne cache pas à la jeunesse actuelle cette partie de l'histoire dont le capitalisme européen a été le coupable, ce n'est que justice. Vouloir à tout prix établir une sorte de classification hiérarchisée de l'abominable, relève un peu du ridicule.

Par ailleurs ces intellectuels ou hommes politiques afro-antillais réclament des réparations financières pour les peuples d'Afrique et des Antilles. A ce sujet le gouvernement français n'a rien dit. De toute manière la déportation des dizaines de millions d'africains et des siècles d'esclavage n'a pas de prix. Aucune somme d'argent ne peut racheter les crimes du passé et pardonner aux capitalistes d'aujourd'hui les pratiques de leurs ancêtres.

La reconnaissance par la bourgeoisie occidentale des crimes de l'esclavage et l'obtention éventuelle de quelques réparations financières suffisent à nos petits bourgeois car ce qu'ils veulent avant tout c'est s'intégrer dans ce même système capitaliste responsable de la misère et des injustices. Ce sont les dirigeants de ce système qui sèment la terreur, les guerres, les génocides en soutenant des dictateurs dans les pays d'Afrique.

Mais si on veut vraiment mettre fin à la misère et à l'exploitation il faut mettre fin au capitalisme. C'est la seule manière de confisquer ce que la bourgeoisie a pillé tout au long de son histoire et de le mettre à la disposition de toute l'humanité.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.